

## Que faire de Maurice Allais ?

Emmanuel Buisson, 2005

Voilà quelques jours, Maurice Allais a publié un article dans *Le Monde* pour dire tout le mal qu'il pense de la politique européenne. Bien qu'il soit libéral (ou à cause de cela, histoire de compliquer la tâche des autres libéraux), il a été beaucoup repris par les opposants au non :

- dès le lendemain, sa diatribe anti-européenne du *Monde* est citée par *L'Humanité*. c'est une habitude, puisqu'à l'époque du débat sur Maastricht en 1992 *l'Huma* consacrait déjà un article à l'argumentation d'Allais (exempt de toute critique), et à sa dénonciation de la "dérive libre-échangiste" de l'Europe.
- pour dénoncer le libéralisme du traité constitutionnel européen, René Passet cite dans *Libération* la semaine suivante un seul économiste... Maurice Allais
- depuis une semaine, l'argumentaire d'Allais est repris par de nombreux sites défendant le non au Traité (par exemple *Bellaciao* ou *lenonsocialiste* reproduisent ce texte).

Le phénomène n'est pas anecdotique pour deux raisons : 1) d'abord la fréquentation de Maurice Allais par des hommes de gauche est assez sidérante, quand on soulève un peu le voile du personnage ; 2) Les arguments qui sont repris chez Allais ne sont pas ici par hasard. Ils sont très révélateurs de la confusion des idées qui règne actuellement, et d'un rejet en profondeur, chez certains, de la construction européenne.

1) Qui est Maurice Allais ? Un libéral modéré, revenu de ses errements ? Pas un instant : il a fait l'essentiel de sa carrière en produisant des ouvrages d'économie pure parfaitement orthodoxes, du point de vue de la théorie libérale, dans la foulée de Walras ou de Pareto, travaux qui lui ont valu son prix Nobel. Il défend un libéralisme très rigoureux à l'intérieur des nations, dans la tradition des "ingénieurs économistes" passés par l'école Polytechnique comme lui, tels J. Rueff son maître qui expliquait en son temps que les salaires minimaux sont à l'origine du chômage... Un autre polytechnicien délivre [ce saisissant portrait](#) de M. Allais.

Si Allais est donc un parfait libéral, il est en revanche très hostile, depuis des années, à la forme qu'a prise la construction européenne, et il combat dans plusieurs ouvrages ce qu'il appelle "le mondialisme libre-échangiste". Curieux pour un libéral ? Pas pour lui : il estime que le libre-échange n'est bénéfique qu'à l'intérieur d'une zone de pays proches, mais qu'il est dangereux avec des pays très éloignés économiquement. C'est la thèse des dangers de la mondialisation pour les nations développées. Il propose donc aux pays européens de défendre la "préférence communautaire", c'est-à-dire une protection de l'Europe contre le reste du monde. Il propose aussi de réduire drastiquement... l'immigration, qui met en danger les économies européennes. La critique du "mondialisme libre-échangiste" de Maurice Allais inspire largement un autre ancien polytechnicien, Bruno Mégret, dont le rejet du mondialisme s'appuie sur [de nombreuses références](#) aux ouvrages de cet économiste.

Sur le site du Front National, à la page "économie", un seul économiste était cité... Maurice Allais bien entendu, et [Marine Le Pen lui a rendu hommage](#) après son décès. C'est logique : le Front National reprend l'argumentaire de la "destruction

par le libre-échangeisme" de l'économie européenne, qu'il faut protéger par un "protectionnisme raisonné", tout en faisant régner l'ultra-libéralisme à l'intérieur des frontières.

Je ne sais pas si Allais se considère comme un homme d'extrême droite. Je ne sais pas s'il a jamais soutenu Le Pen ou Mégret, mais ce dont je suis sûr, c'est que sa critique du mondialisme et de l'Europe actuelle repose sur les mêmes arguments que l'extrême-droite : le libéralisme est bon à l'intérieur des nations, mais celles-ci doivent se protéger des agressions extérieures. C'est pourquoi elles doivent mettre en place la préférence communautaire (version européenne de la "préférence nationale" défendue depuis des années par le FN), réduire l'immigration, ou, dans le domaine monétaire, rétablir les changes fixes (vieille rengaine des ultra- libéraux). La consultation du [site](#) consacré à Maurice Allais par ses anciens élèves est tout à fait éclairante... et fait froid dans le dos (voir en particulier le résumé de certains de ses ouvrages, "nouveaux combats pour l'Europe" (2003), ou "la mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance" (1999).

2) Comment expliquer que des gens comme René Passet, que des journaux comme *L'Humanité* puissent se référer à la pensée économique d'un économiste dont les idées sont manifestement proches de l'extrême droite ? Pour éviter toute ambiguïté, il n'y a pas ici le moindre signe d'un rapprochement politique. Il est probable que les différentes sources de gauche qui ont diffusé le texte de Maurice Allais ces derniers jours le considèrent comme un "simple" libéral un peu exotique dans sa critique du libre-échange, et c'est déjà un problème. Le fait que la doctrine d'Allais semble aussi "naturelle", aussi acceptable à notre époque ne manque pas d'inquiéter. Comment un économiste comme René Passet peut-il citer un personnage aussi peu fréquentable sur un sujet essentiel pour lui, la critique de la "dilution de l'espace mondial dans le laissez-fairisme" (ce sont ses termes), quand on sait les solutions préconisées par Allais ?

En fait, l'usage délibéré de la référence à Allais a un seul but dans ces différents textes : montrer que même pour certains libéraux, la construction européenne est viciée à sa racine. C'est très clair dans le texte de R. Passet, qui s'en prend uniquement à la partie III du Traité, et cite en fait des articles qui ne sont pas nouveaux mais renvoient tous à des étapes plus ou moins anciennes de la construction européenne. Bien qu'il fasse une analyse radicalement différente, Maurice Allais peut sembler "fréquentable" ou au moins être cité comme une banale référence à un "économiste de renom" parce qu'il joue du même registre de la dénonciation du péril libre-échangiste, avec d'ailleurs beaucoup d'habileté pour que son propos paraisse le plus lisse possible.

Mais la conclusion de l'article d'Allais est tout à fait claire : seul "une protection communautaire raisonnable" peut nous protéger du péril mondialiste, tout en rappelant que la renonciation de l'Europe au protectionnisme date des débuts de sa construction. On ne peut que s'inquiéter de la confusion idéologique de notre temps, qui rend possible un tel "point de tangence" entre deux discours dénonciateurs du péril de la mondialisation, que tout normalement devrait opposer. Et remarquer à quel point, pour certains, derrière le rejet du TCE, se développe un rejet beaucoup plus profond de la construction européenne.